RAPPORT D'ACTIVITE DE L'ASSOCIATION

AFRICA 21

- Année 2013 -

Rapport d'activités 2013

Impressum – Rapport d'activités 2013

Association Africa 21
Site internet: www.africa21.org
Ce rapport a été rédigé par Alejandro Gomez, relu et corrigé par Alejandro Gómez et Julien Chambolle.
Le présent rapport d'activité ainsi que les comptes de l'association (en annexe II) ont été votés lors de l'Assemblée Générale de l'association du 18 janvier 2014.

Dans la mesure du possible, le présent rapport est rédigé de manière épicène. Les expressions masculines s'entendent aussi au féminin.

© Genève, janvier 2014, **Association Africa 21**.
Toute reproduction, partielle ou intégrale, ou diffusion électronique ou non, est soumise à l'autorisation expresse d'**Association Africa 21**.
CCP 17-296132-8

Sommaire

I - Africa 21: partie institutionnelle

1.1 Questions légales et administratives p. 4
1.2 Communication p. 5
1.3 Finances p. 8
1.4 Accréditations p. 9
1.5 Partenariats p. 9

II - Africa 21: partie scientifique

2.1 Expertise p. 11
2.2 Veille p. 11
2.3 Lettre p. 12
2.4 Notes p. 12
2.5 Etudes p. 12
2.6 Evénements p. 12
2.7 Consultance p. 13

III – Perspectives pour 2014

3.1 Administratif et légal p. 14
3.2 Renforcement de la capacité scientifique p. 14
3.3 Publications scientifiques p. 14
3.4 Organisation et participation à des événements p. 15
3.5 Consultance p. 15
3.6 Partenariats et accréditations P. 15
3.7 Communication p. 16
3.6 Financement de la structure p. 16

Annexe 1

1- Organigramme d'Africa 21 p. 17
2- Pool d'experts p. 18

Annexe 2

Comptes certifiés p. 27

I. Africa 21 : partie institutionnelle

1.1 Questions légales et administratives

L'Assemblée Générale du 30 mars 2013 a permis d'adopter (voir procès-verbal) :

- APPROBATION DU PV DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE 2012.
- APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2012.
- APPROBATION DES COMPTES DE L'ASSOCIATION POUR 2012.
- FIXATION DU MONTANT DES COTISATIONS POUR L'ANNEE 2013.
- RENOUVELLEMENT DU COMITE DE DIRECTION DE L'ASSOCIATION.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « **L'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale** » un contrat de travail a été rédigé pour M. Chambolle.

De même, des démarches ont été entreprises auprès de l'Office cantonal de la population, l'office cantonal de l'emploi, l'office cantonal des assurances sociales et de l'administration fiscale cantonale afin de régulariser le statut d'employeur de l'association.

En outre, en conformité avec la législation fédérale et selon également le désir conditionné de notre sponsor principal, la Loterie romande, une compagnie d'assurance, le Groupe Mutuel a été contacté afin de finaliser les couvertures LAA et LPP.

Par ailleurs, l'association a dûment rempli ses obligations de déclaration d'impôt.

1.2 Communication

a) Outils:

Le Secrétariat exécutif a continué à améliorer les outils fondamentaux qui ont été mis en place au cours de l'année précédente :

- Le site web : **http://www.africa21.org,**

- Les outils sociaux avec :
    - Une page Facebook : « **Africa21.org** » créée fin 2011 et qui a dépassé les 1742 membres à la fin de l'année 2013 (1300 en 2012, soit une augmentation de 34%).

- Un compte Twitter Africa 21 (**ThinkAfrica21**), qui est connecté à la page Facebook et au site Internet de l'association.

Un message publié sur la Page Facebook est simultanément publié sur Twitter et le site Internet.

- Les messages d'Africa 21 sont également relayés sur le réseau professionnel Linkedin via les comptes personnels des

membres du Secrétariat exécutif. Un groupe professionnel « Africa 21 est utilisé à cet effet.

Les dépliants et brochures en français et en anglais ont été améliorés. Ils peuvent être demandés au Secrétariat exécutif.

Enfin, des affiches appelant les personnes fréquentant les bibliothèques de l'IHEID et de l'Université de Genève (Unimail) à adhérer à l'association ont été placardées pendant plusieurs semaines au printemps et à l'été 2013. A la suite de cette campagne plusieurs personnes nous ont contacté pour mieux comprendre notre projet et ont décidé d'adhérer à l'association.

AFRICA 21

C'est l'heure de l'Afrique!

Africa 21, think tank basé et agissant au cœur de la « Genève internationale », travaille sur le développement socio-économique durable et l'intégration régionale en Afrique. Notre structure recherche de nouveaux membres et des contributeurs.

- **Un chargé de relations publiques,**
- **Un conseiller scientifique.**

Spécialistes du monde académique, du secteur privé, des organisations ou tout simplement passionnés, rejoignez nous.

Contactez nous à: julien.chambolle@africa21.org

http://www.africa21.org

b) Actions

Plusieurs actions ont été menées pour faire connaître l'association et ses activités, à travers les réseaux sociaux (voir partie précédente) et des actions plus ciblées :

- Communications pour devenir membre d'Africa 21 auprès des réseaux des membres, à la bibliothèque de l'IUHEID, à Unimail, au sein des organisations internationales et auprès des ONG,

- Communication auprès des acteurs de la Genève internationale tout au long de l'année, grâce aux contacts des membres de l'association, aux activités de l'association à l'OMC et surtout dans le cadre du projet au sein des organisations internationales, la participation à des événements et la promotion à travers la page Facebook et le réseau Linkedin.

1.3 Finances 2013

a) Recettes

- Cotisations des membres de l'association,
- Dons de la loterie romande,
- Revenu découlant de la prestation à l'UNMO.

Le statut d'utilité publique et son corolaire fiscal devrait permettre de faciliter les démarches pour des donations, du mécénat ou du sponsoring.

b) Dépenses

Les principales dépenses ont été les suivantes:

- Renouvellement de la réservation du nom de domaine pour le site web,
- Salaire (couvrant la période du 19 novembre au 5 décembre 2013) dans le cadre la mise en œuvre du projet financé par la loterie romande
- Indemnités des consultants mobilisés dans le cadre de la prestation à l'UNMO,
- Coûts des évènements organisés par Africa 21,
- Frais divers (papeterie, frais postaux et de réception).

Les prêts de membres ont été partiellement remboursés.

Il faut par ailleurs noter que le volume total du travail bénévole équivaut à 3430 heures pour l'année 2013.

Voir les comptes certifiés en Annexe 2.

1.4 Accréditations

L'accréditation d'Africa 21 auprès des principales organisations internationales à Genève était l'un des principaux objectifs de l'association pour 2013.

Plusieurs démarches ont été entreprises à cet effet (comme expliqué précédemment) auprès de l'ECOSOC et de la CNUCED.

De même, l'association a entrepris les démarches pour être inscrite auprès du registre des ONG de Genève géré par le CAGI, qui offre une certaine visibilité.

1.5 Partenariats

Un protocole de partenariat entre Africa 21 et le Centre Africain pour le Commerce International et le Développement (CACID), think tank basé à Ouagadougou au Burkina Faso, a été signé le 4 septembre 2013.

En premier lieu, ce partenariat porte sur l'échange d'expertise à travers en particulier la réalisation de notes et d'étude ou toute autre activité en lien avec les objectifs d'Africa 21.

Par ailleurs, d'un point de vue stratégique, le CACID s'inscrit dans la démarche d'Africa 21 de créer un véritable réseau de think tanks africains afin d'échanger expertise, idées, publications et renforcer les capacités africaines au regard du lien entre commerce et développement.

De même, des discussions ont été menées avec l'association basée à Genève « Espace Afrique International » dans l'optique de la conclusion d'un partenariat axé sur l'échange d'information, le partage de compétences propres à chaque structure ainsi que des facilités pour accéder aux réunions pertinentes au sein de la Genève internationale

Dans cette optique, les deux structures ont entamé des travaux en vue de la réalisation à moyen terme de « la Maison de l'Afrique » à Genève. Cette initiative s'inscrit dans l'optique de la coopération entre les différentes entités émanant de la société civile panafricaine et africaniste à Genève.

1.5 Comité, Secrétariat exécutif et membres

Voici le compte des arrivées et des départs au sein de l'association :

Arrivées :

- Secrétariat exécutif:
  - Omar Diouf, comme chargé des ressources électroniques (sa biographie est consultable sur notre site Internet);
  - Mouhamadou Diop comme support informatique (sa biographie est consultable sur notre site Internet);
  - Hannah Leagh, comme stagiaire de juin à décembre, chargée de la recherche de financement (vérifier la date).

- Membres
  - Théophile Sossa
  - Julie Regolo
  - Mouhamadou Diop
  - Martin Mandl
  - Yuki Daijo

L'association a enregistré 12 membres cotisants en 2013.

Il faut par ailleurs indiquer que les membres ont défini lors l'Assemblée générale ordinaire du 30 mars 2013 les montants des cotisations comme suit :

- Anciens membres (ceux de 2011 et 2012) : même montant que pour 2012 (100 CHF plein tarif, 50 CHF demi-tarif),
- Nouveaux membres : cotisation de 50 CHF (étudiants et chômeurs) et 100 CHF (professionnels).

Non renouvellement de cotisation :

- 2 personnes n'ont pas renouvelé leur cotisation pour 2013.

A noter qu'en dehors des personnes mentionnées ci-dessus d'autres individus gravitent autour de l'association et ont pu nous aider ponctuellement dans nos démarches et travaux ; nous les remercions vivement:

- M. Richard Mukundj (auprès de l'Unité Nationale de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé de la République Démocratique du Congo pour le mandat de consultance) ;
- Professeur Huang Li (intervenant-invité lors d'un dîner-conférence organisé en décembre 2012 sur le thème des relations économiques entre l'Afrique et la Chine),
- M. Olivier Chevalley (contribution à l'amélioration du site web et aux documents de présentation) ;
- M. Florent Roulin (révision des comptes annuels en tant que vérificateur externe de l'association).
- M. Eric Zai pour son généreux soutien aux activités de l'association.

II. Africa 21: partie scientifique

2.1 Expertise

L'année 2012 a permis de commencer à développer le pool d'experts de l'association, réservoir pour répondre ou lancer des projets, organiser ou participer à des événements, rédiger des travaux. Cet effort s'est continué en 2013.

Voir l'annexe 1 pour la liste des experts enregistrés à l'association.

A ces experts, on peut ajouter M. Julien Chambolle, qui en tant que Directeur de la stratégie et du développement a activement participé aux travaux scientifiques. Par ailleurs, en tant que Directeur des programmes, Alejandro Gómez López a suivi au cours de l'année 2013 une formation en gestion de projet dans un contexte de développement (dans le cadre de l'Institut de hautes études internationales et du développement) ; formation hautement bénéfique pour la réalisation des projets et futurs projets de l'association.

L'association a donc réussit à identifier 14 personnes sur un objectif fixé à 2013 de 20 personnes. Cet aspect du développement de l'association est très important pour les années à venir. Une attention particulière doit être retenue au recrutement de nouveaux experts à Genève et à l'international grâce à la participation à des événements et aux réseaux sociaux professionnels type Linkedin ou Viadéo. L'accroissement de la notoriété de l'association devrait de même attirer naturellement de nouveaux experts.

2.2 Veille d'information

L'activité de veille a consisté dans la publication journalière d'une revue d'information diplomatique sur les thèmes sélectionnés pour l'année 2013-2014 (page Facebook, compte Twitter, site Internet, plus de 5000 articles publiés en 2013).

Le nombre d'abonnés sur la page Facebook est de 1740 au 31 décembre 2013.

2.3 Lettre

Le projet « l'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale », formulé en cours d'année, a obtenu un financement partiel de la part de la Loterie Romande d'un montant de 30'000 CHF.

Celui-ci s'articule autour des thèmes suivants

- L'agenda international post-Rio+20 et celui du développement post-2015.
- Quelles voies de sortie de la crise du multilatéralisme commercial ?
- Opportunités, défis et perspectives du régionalisme africain en 2013: les interactions avec le multilatéralisme.

Il inclut notamment une lettre mensuelle d'information intitulée « Horizon 2015 » (compte tenu du rôle de la Genève internationale dans l'élaboration des OMD à l'horizon 2015).

2.4 Notes

Les notes suivantes ont été publiées :

- Théophile SOSSA, *Gouvernance du financement de la santé mondiale: enjeux et perspectives africains*, Note n°2, Février 2013.

- Julien CHAMBOLLE, *L'Union pour la Méditerranée, de la mort à la résurrection (2008-2012)*, Note n°3, Mai 2013.

La note d'analyse est la vitrine d'Africa 21. Une stratégie de renforcement, liée à l'accroissement du pool d'expert doit être sérieusement pensée. Plusieurs pistes peuvent être envisagées afin d'accroitre la production de note: mise en place d'une indemnité de rédaction (constitution du budget nécessaire), plus grande publicité pour rechercher des rédacteurs.

Le projet « l'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale » contient un volet relatif à la production de 10 notes analytiques.

2.5 Etudes

Aucune étude n'a pu être rédigée en 2013.

Au vu de la somme de travail demandé et des ressources humaines à disposition, la rédaction d'étude sans financement, n'est pas une priorité absolue d'Africa 21.

Cependant, le projet identifié ci-dessus (la coopération environnementale dans la Genève internationale) contient un volet relatif à la réalisation d'études.

2.6 Evénements

Deux types d'évènements ont été organisés avec succès par Africa 21 au courant de 2013 :

- Un dîner-conférence avec la présentation du Professeur Huang Li de l'IUHEID intitulée "Coping with the economic take-off of Africa: the role of China" (16 mai 2013)

- Les cafés diplomatiques organisés entre septembre et décembre 2013 (7 en tout) sur les thèmes « chauds » du moment (négociations climatiques, Conférence de Bali, régionalisme, etc.)

Les membres d'Africa 21 ont également pu se rendre et représenter l'association dans plusieurs événements à Genève, Paris et Bruxelles.

Ainsi, ils ont pu assister :

- Aux réunions préparatoires du projet (dont la réunion de présentation de l'*European Report on Development* 2013 sur le thème suivant : *Post-2015: Global Action for an Inclusive and Sustainable Future*). Cette réunion a eu lieu dans les bureaux de la Commission européenne à Bruxelles le 9 avril 2013.
- A la veille de terrain auprès des organisations pertinentes conformément au projet susmentionné (CITES, CNUCED, OMPI, OIT, OMS, OMM, PNUD, PNUE, etc.).
- A certaines activités de l'OMC pour les ONG (Forum public, réunions de débriefing suite au Conseil général et au Comité de négociation commerciales).
- Aux évènements de la société civile (ICTSD, UPAF) et du milieu académique (IUHEID) en lien avec les enjeux du développement socio-économique durable de l'Afrique.

2.7 Consultance

L'association Africa 21 a obtenu un mandat de consultance auprès de l'Unité Nationale de Mise en Œuvre du cadre Intégré Renforcé de la RDC. Ce dernier consistait à la réalisation du contenu d'un site Internet visant au renforcement des capacités commerciales du pays.

Ce site est en libre accès à l'adresse suivante :
http://www.cir-rdcongo.org/

L'association est opérationnelle pour répondre à toute demande conformément à ses statuts et sa mission.

III. Perspectives pour 2014

Voici les objectifs que s'est fixé le Comité de l'association en accord avec le Secrétariat exécutif:

3.1 Administratif et légal

3.1.1 Ouvrir un local dès que possible.
3.1.2 Avoir un réseau d' « amis » au sein des institutions suisses et du monde politique (faciliter les démarches, conseiller ainsi qu'aider à l'organisation et logistique).
3.1.3 Recruter des experts pour renforcer le pool Stratégie et développement, notamment sur les parties: administrative, stratégie, recherche de financement et business modèle.
3.1.4 Mise en place d'outils de gestion professionnels et formation des membres au planning, pilotage, communication, gestion de projet.
3.1.5 Objectif de 50 membres cotisants.

3.2 Renforcement de la capacité scientifique

3.2.1 Continuer le renforcement de la capacité scientifique interne de l'association à travers des formations, l'échange d'information et d'expertise, la recherche, la constitution d'une bibliographie.
3.2.2 Recruter des experts sur Genève (grâce aux événements et aux réseaux de l'association) et dans le monde (via Internet et LinkedIn) afin de couvrir au mieux les sujets d'intérêts d'Africa 21.
3.2.3 Mise en place d'outils et base de données pour se former sur les thèmes d'intérêt d'Africa 21, notamment en ligne via la partie ressource du site web.
3.2.4 Renforcement du pool d'experts avec l'objectif de 20 personnes.

3.3 Publications scientifiques

3.3.1 Revue de presse: continuer l'activité quotidienne et accroitre l'audience; révision des outils, méthodes et sources en cours d'année.
3.3.2 Lettre mensuelle: développer le projet lancé en novembre 2013 « Horizon 2015 » en renforçant la couverture thématique ainsi que le suivi, l'évaluation et l'impact auprès des bénéficiaires (en fonction des financements additionnels obtenus).
3.3.3 Notes:
- 10 notes publiées sur le site Internet dans le cadre du projet « L'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale » (en fonction des financements obtenus) ;

- 6 notes publiées sur le site Internet dans le cadre d'une réflexion qui suit les cafés diplomatiques ou autres évènements.

3.3.4 Etudes: 4 études publiées sur le site Internet dans le cadre du projet « l'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale » (en fonction des financements obtenus).

3.3.5 Africa 21 est disposée à explorer la production d'autres publications dans le cadre de financements additionnels et en dialogue avec les donateurs.

3.3.6 Dans le cadre de ses travaux, le Secrétariat exécutif mettra en place un Comité d'édition qui aurait pour but d'approuver le contenu des publications de l'association, notamment la lettre mensuelle d'information, intitulée « Horizon 2015 ».

3.4 Organisation et participation à des événements

3.4.1 Participer aux événements d'intérêt dans le cadre du projet « L'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale ».

3.4.2 Participer aux réunions pertinentes dans le cadre de l'OMC.

3.4.3 Participer -avec les experts- à des conférences organisées au sein de la Genève internationale en tant qu'intervenant (dans le cadre du projet et en dehors).

3.4.4 Assister aux événements d'intérêt des milieux académiques et associatifs à Genève.

3.4.5 Dans le cadre du projet susmentionné organiser 4 conférences.

3.4.6 Organiser 12 cafés diplomatiques.

3.5 Consultance

3.5.1 Etre opérationnel pour répondre aux demandes. Etablir pour cela un document d'offre complet de prestations de l'association (si possible chiffré, nominatif, offrant une prévisibilité).

3.5.2 Concrétiser les discussions engagées en 2013 en matière de consultance.

3.6 Partenariats et accréditations

3.5.1 Opérationnaliser le partenariat avec le CACID (avec financement de projet commun),

3.5.2 Conclure un protocole de partenariat avec Espace Afrique International et opérationnaliser l'accord,

3.5.3 Créer des partenariats scientifiques pour des projets ou des publications communes,

3.5.4 Créer des partenariats d'événement,

3.5.5 Avoir des personnes de référence au sein des Organisations Internationales, des délégations et de tout autre acteur de la Genève Internationale,

3.5.6 Obtenir des accréditations auprès des organisations Internationales à Genève : CNUCED, PNUE, OIT, OMS, etc.

3.7 Communication

3.7.1 Faire connaître l'association et diffuser les travaux à travers les médias avec l'appui des experts (radio, TV, presse écrite, Internet).
3.7.2 Diffuser les travaux auprès des acteurs de la Genève internationale et des partenaires africains.
3.7.3 Développer les outils de communication existants (site web, réseaux sociaux, dépliants et brochure).

3.8 Financement de la structure

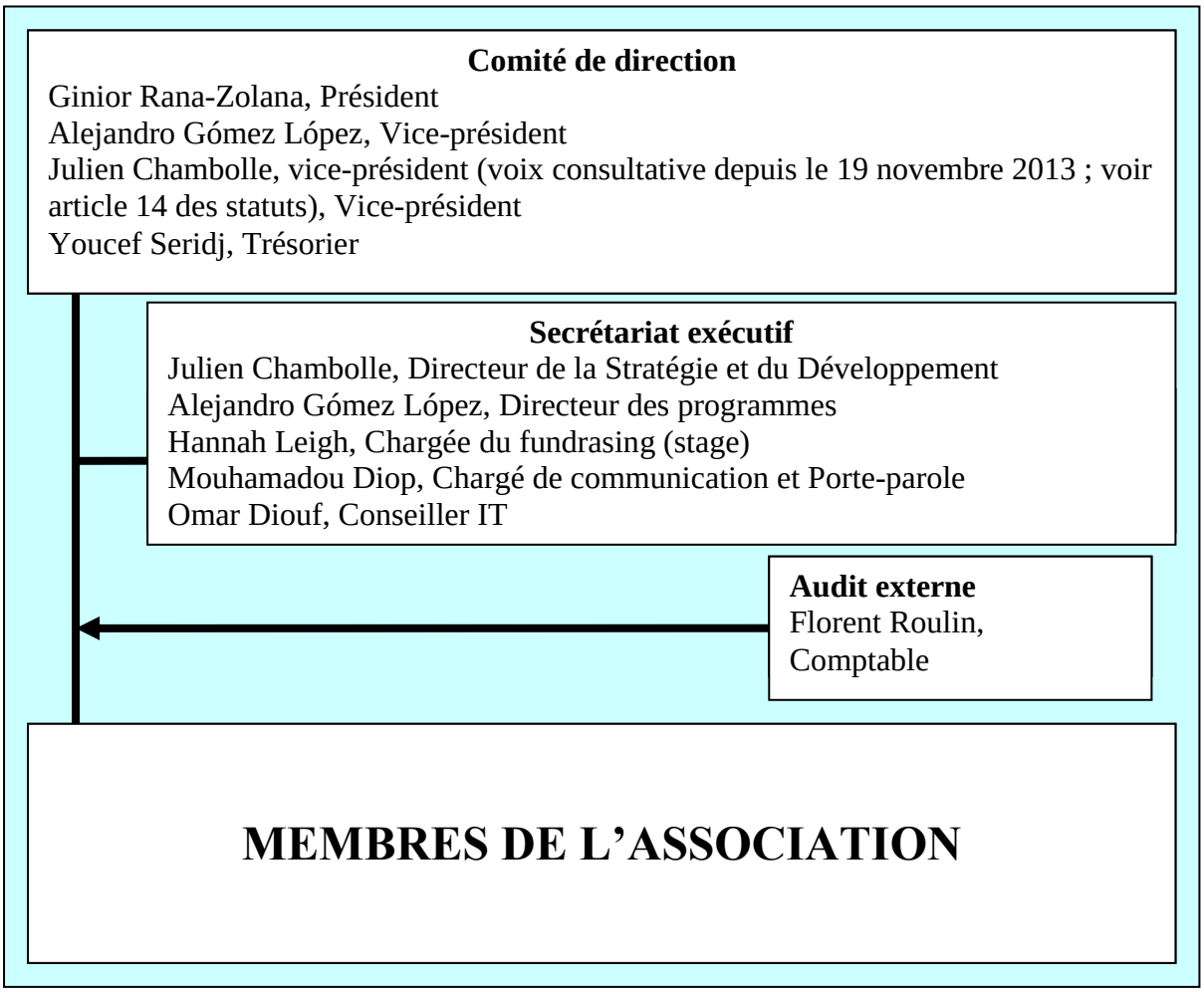
3.8.1 Mise à jour de la stratégie de financement.
3.8.2 Réfléchir à de nouvelles pistes et stratégie de financement.
3.8.3 Identifier des donateurs additionnels dans le cadre du projet intitulé « l'Afrique, la gouvernance et le développement durable: entre multilatéralisme et régionalisme, l'apport de la Genève internationale ».
3.8.4 Réfléchir à l'éventualité d'autres projets.
3.8.5 Concrétiser des possibilités de consulting
3.8.6 Objectif financiers pour 2014:
- Tranche basse : 140 096 CHF (exclut la consultance) ;
- Tranche haute : 208 496 CHF (inclut la consultance).

Afin de mener à bien ces activités, le Secrétariat exécutif est chargé de développer une stratégie globale et des plans d'action spécifiques.

Ceux-ci seront améliorés au courant de l'année avec le soutien des experts de l'association.

ANNEXE I

1. Organigramme d'Africa 21 :



2. Pool d'experts :

Afin de mener à bien ses programmes, Africa 21 fait appel à des personnes ayant des compétences avérées dans des domaines d'intérêt de l'association.

1. Dr. Richard Mukundji (RDC)

Richard Mukundji est détenteur d'un Doctorat en Sciences Economique et Sociales de l'Université de Genève. Le sujet de sa thèse porte sur l' « Esquisse de modélisation des instruments internationaux du commerce et leur mise en œuvre dans les pays les moins avancés d'Afrique ». Il est également détenteur de deux masters: en Etudes du Développement (IUED-Genève) et en Management et Analyse des Politiques Publiques (Faculté des SES de l'Université de Genève). Dr Richard Mukundji est Consultant auprès de la Banque Mondiale et du Bureau d'Etudes CESO-International. Il possède d'excellentes connaissance des enjeux économiques et de l'environnement des affaires des pays africaines, notamment à travers plus de deux décennies de sa carrière ciblée sur, le conseil, l'appui, le suivi et l'évaluation des programmes de développement et des politiques publiques en lien avec le commerce international. Dr Richard Mukundji est membre de la société suisse d'évaluation (SEVAL) de l'Université de Fribourg. Il a une profonde expérience en négociations commerciales notamment des APE. Il a réalisé de nombreuses missions d'assistance technique et de renforcement des capacités des institutions dans le cadre de projets du Fonds Européen de Développement (FED). Ceux-ci visent à promouvoir le secteur du commerce dans les stratégies de développement dont la conduite du projet de mise en place du Centre de Recherche et d'Analyse de Statistiques Commerciales (CRASCOM) et l'appui au comité national des négociations APE au ministère du commerce PME en République Démocratique du Congo (RDC) en 2010 et en 2011.

Domaines de compétences:

- **Intégration régionale:** le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté Economique et Monétaire des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC);
- Développement économique: relations interafricaines, renforcement des capacités, négociations commerciales multilatérales, facilitation des échanges;
- **Protection de l'environnement**: gouvernance environnementale, changement climatique;
- **Développement humain:** mesures du développement humain, développement humain et réfugiés, migrants ainsi que déplacés.

2. Dr. Sanwé Médard Kiénou (Burkina Faso)

Sanwé Médard Kiénou est diplômé en droit des affaires de l'université de Ouagadougou, en Relations internationales (option droit international) de l'Institut universitaire de Hautes Études Internationales de Genève, et en droit international humanitaire de l'Académie de droit international

humanitaire et des droits humains (ADH). Il est aussi titulaire d'un Certificat de droit transnational de l'université de Genève. Il a travaillé comme stagiaire avec le HCR, la Section des avis juridiques du Bureau du Procureur de la CPI, pour le compte d'ONG actives devant le Conseil des droits de l'homme, et en tant que consultant pour le Bureau de la Défense du Tribunal spécial pour le Liban dans le cadre de la collaboration que celui-ci mène avec l'université de Genève. Auteur d'articles sur des questions de droit international (gestion concertée des ressources, droits de l'homme, souveraineté permanente sur les ressources naturelles, etc.), il a un intérêt appuyé pour les problématiques de développement de l'Afrique (notamment la gestion des bassins fluviaux (Nil, Niger), l'intégration régionale (UEMOA/CEDEAO), l'état de droit, la bonne gouvernance et la démocratie). Il rédige une thèse de doctorat sur le règlement pacifique des différends entre États africains à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID).

Domaines de compétences:

- **Développement économique:** relations inter-africaines, négociations commerciales multilatérales, partenariats traditionnels, institutions financières internationales, industries extractives ;
- **Protection de l'environnement:** gestion des bassins fluviaux et des lacs internationaux.
- **Développement humain :** gouvernance politique et société civile, droits humains, droits humains et réfugiés, migrants ainsi que déplacés, sécurité humaine, initiatives de promotion /consolidation de la paix.

3. Dr. Mohamed Charfi (Maroc)

Mohamed Charfi est un politologue spécialiste des questions de l'Afrique du Nord et du Moyen Orient est chercheur diplômé de l'Université de Genève, titulaire de masters en sciences politiques et en économie et politique européennes, il a obtenu son doctorat en science politique en 2010, avec une thèse sur les facteurs de développement démocratique dans le monde arabe. Il a collaboré avec des organisations telles que la commission internationale des juristes, le comité international de la Croix rouge et la fondation NewsportAfrica.

Domaines de compétences:

- **Intégration régionale:** Ligue Arabe; l'Union pour la Méditerranée (UpM).

4. Dr. Cristiano d'Orsi (Italie)

Cristiano d'Orsi est diplômé en Relations Internationales de l'Université de Pérouse et en Relations Internationales, option Droit international de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement de Genève. Il possède également un certificat en Etudes diplomatiques de la Société Italienne pour l'Organisation Internationale (SIOI) de Rome. Il a également obtenu un Certificat en Etudes sur les réfugiés obtenu auprès de l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg. Il a été Europeaum Fellow auprès du Refugee Studies Centre d'Oxford, Gallatin Fellow auprès de la Faculté de Droit de l'Université de Virginie (Etats-

Unis), ainsi que DAAD Fellow auprès du Max Planck Institute for International and Comparative Studies d'Heidelberg (Allemagne). Il a collaboré, en tant que stagiaire, avec l'UNIDIR et au Bureau Afrique du HCR et en tant que consultant auprès du Département des migrations du BIT (Genève). Il a participé au programme de recherche portant sur les "migrations internationales" au Centre de Recherche de l'Académie de droit international de La Haye. Il a été Visiting Fellow auprès du Raoul Wallenberg Institute for Human Rights and Humanitarian Law à Lund (Suède). M. d'Orsi est auteur de plusieurs publications sur les thèmes des réfugiés, migrants et déplacés internes, principalement sur le continent africain. Il est aussi collaborateur de l'Institut International de Droit Humanitaire de Sanremo (Italie) où il donne régulièrement des présentations sur la protection des migrants et des réfugiés.

Domaines de compétences:

- **Développement humain:** droits humains, réfugiés, migrants et déplacés.

5. Dr. John Kotsopoulos (Canada)

John Kotsopoulos un analyste disposant de près de 10 ans d'expérience sur les affaires européennes (Union européenne), africaines (Union africaine) et en matière de politique étrangère du Canada. Il a travaillé au European Policy Centre, think tank basé à Bruxelles (Belgique), au sein duquel il a inauguré le Forum UE-Afrique et assuré le fonctionnement du Forum sur la Sécurité européenne et la Gouvernance Globale (European Security and Global Governance Forum). M. Kotsopoulos préparait des analyses sur un grand nombre de questions de politique étrangère, portant notamment sur les politiques de sécurité de l'UE en Afrique. Avant d'occuper ce poste à Bruxelles, il a travaillé à Ottawa en qualité de desk officer au Département Canadien pour les Affaires étrangères et le Commerce international, spécialisé sur les relations bilatérales et multilatérales avec la région des Caraïbes appartenant au Commonwealth. Il prépare actuellement un Doctorat en Relations Internationales de l'Université du Kent (à Bruxelles); sa thèse porte sur les négociations entre l'UE et l'Union africaine (UA). M. Kotsopoulos possède un Master of Science en Etudes Européennes de la London School of Economics et un Master of Arts en Sciences Politiques de l'Université Carleton d'Ottawa (Canada).

Domaines de compétences:

- **Développement humain**: mesures du développement humain, gouvernance politique et société civile, catastrophes naturelles, environnementales et sanitaires, sécurité humaine, initiatives de promotion/consolidation de la paix ;
- **Intégration régionale:** l'Union africaine et le NEPAD, la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD), le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Communauté Economique des États d'Afrique Centrale (ECCAS), l'Union du Maghreb arabe (UMA), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), l'Union pour la

Méditerranée (UPM), la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA), l'Union Monétaire Ouest-africaine (WAMZ).

6. Dr Théophine Sossa (Bénin)

Dr Théophile Sossa est un spécialiste des questions de développement économique et social en Afrique. Il a travaillé au Partenariat pour le Développement Municipal (Bureau Afrique de l'Ouest- Cotonou) sur les stratégies de développement local, notamment la décentralisation financière et l'accès des collectivités locales d'Afrique subsaharienne à l'emprunt et aux marchés financiers. Il est consultant associé au Cabinet Afrique Décision Optimale (Cotonou) où il contribue à la réalisation d'études et de conseils pour le compte des États Africains et des Agences de développement international. M. Sossa a terminé avec succès une thèse de doctorat sur les modèles alternatifs d'assurance maladie au sein de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes et du Développement de Genève.

Domaines de compétences:

- **Développement économique:** micro-crédit, micro-finance, micro-assurance;
- **Développement humain:** questions de santé, couverture maladie, politique de santé.

7. Brigitte Mukundji Eale (RDC/Suisse)

Licenciée en Biologie de l'Université Pédagogique Nationale de Kinshasa en RDC, Mme Brigitte Mukundji Eale est détentrice d'un Master en Etudes du Développement de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IUHEID), d'un Diplôme d'Etudes supérieures en Management Urbain de l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève et d'un Diplôme en Écologie Humaine de la Faculté des Sciences de l'Université de Genève, Certificat de l'Académie Internationale de l'Environnement de Genève.

Analyste de projets et Consultante, Mrs Brigitte Mukundji Eale a une longue expérience de terrain dans la gestion de projets environnementaux et de développement durable. Comme Consultante pour le PNUD en RDC, elle a réalisé de nombreuses missions liées à la Diplomatie environnementale dans les négociations internationales notamment en Afrique (Brazzaville, Kinshasa, Durban, Pretoria), en Europe (Genève, Bonn, Londres, Varsovie), en Amérique (New-York, Rio de Janeiro, Cancun) et en Asie (Bangkok, Dalat).

Elle a une maîtrise des enjeux environnementaux: Changements Climatiques- Réduction des Émissions dues à la Déforestation et Dégradation (REDD) pour avoir travaillé dans une équipe d'Experts pluridisciplinaires de suivi et évaluation de projets mettant en exergue la dimension genre. Elle a aussi travaillé en tant qu'Assistante administrative et technique à l'Association Transport et Environnement bureau de Genève (ATE). Mme Mukundji est impliquée dans la vie associative genevoise en tant que Membre de l'Espace Femmes Internationales (EFI).

Domaines de compétences :

- **Gestion des projets dans le domaine de l'environnement**: gouvernance environnementale, gestion des ressources naturelles renouvelables en agroforesterie et reboisement- communautaire et REDD+, **Développement humain:** renforcement de capacités (Formation de formateurs et de Femmes),
- **Intégration régionale** : (COMIFAC) Bassins forestiers du Congo, coalition des pays des forêts pluviales (Rainforest coalition).

8. Kathleen Charles (USA)

Mme Kathleen Charles est diplômée en relations internationales de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales de Genève, ainsi que de l'Université de Californie à Davis.

Mme Charles a une expérience de plus de trente ans comme consultante sur les questions de développement économique auprès du secteur privé (industries, banques) aussi bien que des gouvernements et organisations internationales. Elle a à son actif de nombreuses missions de terrain en Afrique -en particulier en Afrique de l'Est- et a dernièrement travaillé pour la FAO, la Banque Mondiale, USAid, UN/ITC, AGOA et l'UNECA.

Mme Charles a également été journaliste sur les questions de commerce international, de finance et de politiques publiques pour le Journal of commerce, le FTZ et d'autres publications.

Domaines de compétences:

- **Intégration régionale**: East African Community (EAC), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC);
- **Développement économique**: relations interafricaines, renforcement des capacités, négociations commerciales multilatérales, facilitation des échanges, agriculture, finance africaine, micro-crédit.

9. Emile OUEDRAOGO (Burkina Faso)

Emile Ouédraogo sera bientôt titulaire d'un doctorat en études internationales en mars 2014. Avant le doctorat, Monsieur Ouédraogo a obtenu une maîtrise en sciences juridiques en 2006 à l'Université de Ouagadougou, au Burkina Faso. Après avoir enseigné le droit et le Français pendant une année dans les Lycées et Collèges de son pays, il a poursuivi et obtenu entre 2007 et 2008 un LL.M. à l'Académie de droit international humanitaire et des droits humains de l'Université de Genève. Depuis 2010, il est également titulaire d'un Master en Sciences politiques de l'université Jean Moulin de Lyon 3 en France. Emile Ouédraogo détient également un certificat en droit de l'OMC obtenu durant son stage à l'Ambassade du Burkina Faso en Suisse et Mission permanente auprès des Nations Unies et de l'OMC à Genève en 2009.

Entre 2010-2011, Emile OUEDRAOGO a travaillé en tant qu'Assistant d'enseignement et de recherche au département de droit public (ancien département de droit constitutionnel) de l'université de Genève. Il a par ailleurs été durant cette période coordinateur scientifique de la formation continue en droit de l'homme de la même Université.

Durant l'année 2012, il a aussi travaillé en tant qu'assistant de recherche pour le compte du Professeur Vincent CHETAIL de l'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement de Genève (IHEID). En 2013, Emile Ouédraogo a été engagé en tant que Juriste stagiaire de janvier à juin, auprès du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à la Haye. Après la Haye, Monsieur Ouédraogo a travaillé en tant que juriste stagiaire dans la section des avis juridique au sein du cabinet de la Haut-Commissaire des Nations aux droits de l'homme à Genève. A présent, il suit des cours préparatoires d'entrée au Barreau du Québec et prépare parallèlement un début de recherche post doctorale à la Chaire Raoul Dandurand en études diplomatique et stratégique de l'Université de L'UQAM.

Domaines de compétences:

- **Développement humain:** migrations internationales, normes sociales du travail

10. Nadia Ouedraogo (France)

Nadia Ouedraogo est une économiste spécialiste des questions énergétiques, environnementales, des matières premières, de développement durable et de développement vert. Elle est détentrice d'un doctorat en sciences économiques de l'Université Paris-Dauphine, obtenue en 2012. Le sujet de sa thèse porte sur "les défis énergétiques et le développement socio-économique – pauvreté, vulnérabilité énergétiques, variation des prix des hydrocarbures et développement socio-économiques des pays importateurs pauvres". Elle est également détentrice de deux masters: en Economie Internationale et de Développement (Université Paris-Dauphine) et de Banque et Finance Internationales (Faculté des Affaires Internationales de l'Université du Havre).

Domaines de compétences:

- **Développement économique:** accès à l'énergie et à l'eau; transferts technologiques ; accès aux investissements internationaux; négociations commerciales multilatérales; facilitation des échanges.
- **Protection de l'environnement :** gouvernance environnementale ; changement climatique; économie verte (financements verts, et transfert technologiques).
- **Développement humain:** mesures du développement humain ; développement humain et accès à l'énergie et à l'eau; développement humain et changement climatique.
- **Intégration régionale :** la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

11. Kimani Goddard (St Lucie)

Kimani Goddard est détentrice d'un Master en droit international de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales et du Développement (IUHEID), d'un Master de recherche en relations internationales et en sciences politiques avec une spécialisation dans la politique commerciale internationale ainsi que d'un Bachelor en relations

internationales et sciences politique de l'Université de Keele au Royaume-Uni. Elle s'est spécialisée en droit international de la propriété intellectuelle, droit commercial international et droit international des investissements. A ce titre, elle a collaboré comme consultante pour l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et dans la recherche juridique et politique pour plusieurs institutions académiques (Université de Keele et d'Oska) et des ONG internationales (telles que Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme). Son expertise comprend également la recherche en développement en ce qui concerne l'impact économique, social et culturel de droit de la propriété intellectuelle. En outre, elle mène des recherches sur le développement de nouveaux types d'accords internationaux d'investissement qui favorisent le transfert de technologie et offrent un meilleur équilibre des droits des propriétaires et des utilisateurs de la propriété intellectuelle.

Domaines de compétence :

- **Développement économique**: renforcement des capacités, négociations commerciales multilatérales, facilitation des échanges, partenariats traditionnels, partenariats émergents & non traditionnels, institutions financières internationales, développement agricole, industries extractives, services, innovation, transfert technologique et propriété intellectuelle, financements innovants pour le développement, normes publiques et privées relatives au commerce international;
- **Protection de l'environnement:** environnement et économie.

12. Françoise Guei (France/ Côte d'Ivoire)

Juriste de formation, Françoise Guei est spécialisée en droit du commerce international. Elle est titulaire d'un master en droit des relations économiques, internationales et communautaires obtenu à l'Université de Paris-X Nanterre. Elle a développé une expertise sur les problématiques liées au commerce et au développement dans le cadre du système commercial multilatéral. Elle a été activement impliquée dans les négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha. Tout d'abord, en tant qu'experte commerciale et négociatrice pour le compte de la Côte d'Ivoire, ensuite comme coordinatrice du Groupe africain de l'OMC et enfin au sein de la Division du développement du Secrétariat de l'OMC en qualité de juriste chargée d'assister le Groupe africain dans les négociations commerciales. Elle a ainsi eu l'avantage de travailler sur les questions d'intérêt majeur pour les pays africains, telles que l'agriculture, l'accès aux marchés des produits industriels, la facilitation des échanges, l'aide au commerce, les services et la propriété intellectuelle. Françoise continue d'exercer des activités de conseils, de formation et d'assistance technique auprès des délégations africaines à Genève et des fonctionnaires des Communautés Économiques Régionales et de leurs pays membres concernant la mise en œuvre des accords de l'OMC et des négociations commerciales tant au niveau multilatéral que régional.

Domaines de compétence:

- **Intégration régionale**: l'Union africaine, le NEPAD, le Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (COMESA), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté Economique et Monétaire des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC);
- **Développement économique**: relations interafricaines, renforcement des capacités, négociations commerciales multilatérales, facilitation des échanges, partenariats traditionnels, partenariats émergents & non traditionnels, institutions financières internationales, services;
- **Développement humain**: mesures du développement humain, développement humain, gouvernance politique et société civile.

13. Alejandro Gómez **(Espagne/République dominicaine)**

Alejandro Gómez López est diplômé en Relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement), en Études européennes (de l'Institut européen de l'université de Genève) et en droit international de l'environnement (de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche). Il jouit d'une expérience professionnelle de plus de six ans dans les organisations internationales, les ONG et le secteur privé. A ce titre, il a collaboré en tant qu'analyste des politiques commerciales pour le Centre du commerce international (CCI), le Secrétariat du CARICOM (Bureau des Négociations Commerciales) et le Groupe des États d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP). Il bénéfice d'une expérience solide dans l'aide publique au développement (notamment dans l'aide pour le commerce) ainsi que dans les négociations commerciales multilatérales (OMC) et régionales (en particulier les Accords de Partenariat Economique entre les Etats ACP et l'UE). Il a également collaboré en tant que consultant international en technique de négociation pour une université privée (Dunya Insitute for Higher Education). Parallèlement à son expérience professionnelle, il a bénéficié de formations complémentaires dans des domaines aussi divers que le commerce agricole, la propriété intellectuelle, la gestion internationale de dettes publiques ou encore le lien entre le changement climatique et le commerce international. Il est par ailleurs l'auteur de plusieurs articles et études sur des questions comme la gestion durable des ressources halieutiques dans des pays ACP, les négociations de l'OMC et la régulation internationale des produits chimiques en Afrique. Membre fondateur de l'association, Alejandro est Directeur des Programmes au sein d'Africa 21.

Domaines de compétence :

- **Développement économique** : négociations commerciales multilatérales, renforcement des capacités, partenariats traditionnels, développement de la pêche.
- **Protection de l'environnement** : environnement et économie (négociations sur les biens et services environnementaux), gestion durable des ressources halieutiques (coopération internationale de la FAO et des organismes régionaux des pêcheries, gestion internationale des produits chimiques et des déchets).

14. Mouhamadou Diop (Sénégal)

Mouhamadou Diop est étudiant doctorant en Sciences Economiques et Sociales/Mention Socioéconomie à l'Université de Genève. Mon sujet de thèse porte sur « Adéquation des services de la microfinance aux besoins des personnes à faibles revenus ». Je suis titulaire de deux masters. L'un en Sciences Economiques, obtenu à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. L'autre en Socioéconomie, obtenu à l'Université de Genève.

Comme expérience j'ai travaillé comme agent financier dans une banque de Microfinance (Microcréd.Sénégal), une filiale de PlanetFinance. Dans le mouvement associatif, j'ai été le chargé de communication de l'Amicale des Etudiants de la Faculté des Sciences Economiques et Gestion à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Domaines de compétence :

- **Développement économique** : promotion de l'emploi (programme de travail de l'OIT en matière de microcrédit et d'économie informelle), innovation et transfert technologique :
- **Développement humain**: place du travail dans le programme de développement post-2015, travail décent, emplois informels emploi, ,

ANNEXE II

Comptes certifiés